Interview d'Egon Bahr: le rapprochement entre les deux Allemagne (Metz, le 10 juin 2006)

Source: Interview d'Egon Bahr / EGON BAHR, François Klein, prise de vue : François Fabert.- Metz: CVCE [Prod.], 10.06.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:09:51, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/interview_d_egon_bahr_le_rapprochement_entre_les_deux_allemagne_metz_le_10_juin_2006-fr-e8b2804a-a833-48ec-86ff-fd706c3aa249.html

Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Interview d'Egon Bahr: le rapprochement entre les deux Allemagne (Metz, le 10 juin 2006)

[François Klein] De 1969 à 1972, vous avez été secrétaire d'État à la chancellerie fédérale, auprès de Willy Brandt, et en novembre 1970, un nouveau tabou a été brisé, comme vous l'avez-vous-même évoqué. C'est alors que commencent vos entretiens avec Michael Kohl, secrétaire d'État de la RDA, concernant l'amélioration des relations entre les deux États allemands. De quelle nature étaient ces entretiens? Quelle était l'atmosphère qui régnait alors?

[Egon Bahr] Cette rupture du tabou a commencé avec la déclaration gouvernementale de Brandt, dans laquelle il désignait pour la première fois la RDA comme un État, même si elle ne pouvait pas être considérée comme un pays étranger. Il y a alors eu une explosion au Bundestag. Barzel a réagi de manière très émotionnelle, engageant son parti, jusqu'à ce que celui-ci perde le pouvoir ou ne soit pas réélu, suite à cela, du moins en 1972. Nous ne pouvions pas nous attendre à normaliser nos relations avec l'Europe de l'Est en évitant la RDA ou en étant contre celle-ci, car toute tentative de l'exclure de la sorte lui vaudrait la solidarité de tous les autres États, Union soviétique en tête.
Il était donc relativement simple pour le ministre des Affaires étrangères de la Grande coalition, pardon pour le ministre des Affaires étrangères de... je dois faire attention...

Enfin bref, toutes les tentatives de normalisation des relations en évitant la RDA menées par la CDU ont échoué. Il fallait donc admettre que l'Union soviétique était non seulement la grande puissance du bloc de l'Est, mais aussi la puissance décisionnaire, et que si l'on voulait changer quelque chose, cela ne pouvait se faire qu'à Moscou. Nous devions donc commencer par Moscou. C'est d'ailleurs ce que nous avons fait, et cela s'est révélé très difficile. Avec Ulbricht, nous ne serions arrivés à rien. Avec Gomułka, non plus. Ils n'auraient fait que dire non. Nous avons alors opté pour la route qui passait par Moscou et avons dit dès le départ que nous considérions l'ensemble comme un tout, un traité de normalisation avec Moscou, un traité correspondant avec Varsovie, avec la ČSSR et, bien entendu, une normalisation des relations entre la République fédérale et la RDA, moyennant le maintien – à l'Ouest – des droits spéciaux des quatre puissances sur l'Allemagne dans son ensemble. Nous ne pouvions prendre aucune décision concernant la division, comme nous ne pouvions prendre aucune décision concernant l'unité. Nous conserverions des relations spéciales, puisque notre souveraineté, la souveraineté allemande, était aux mains des quatre puissances. On peut donc dire, sur le principe, que nous exploitions le fait que les quatre puissances, qui souhaitaient naturellement garder voix au chapitre sur l'Allemagne, ne pouvaient rien faire d'autre que d'accepter cette position. Gromyko non plus ne pouvait rien faire d'autre. Mais il aura fallu longtemps.

J'avais alors l'avantage que Gromyko devait lui-même annoncer aux Berlinois de l'Est et aux Praguois les mauvaises nouvelles, les effets négatifs pour la RDA et les Tchèques. Il m'en a dispensé. Je ne l'ai pas regretté pour la cause, mais soit. Voilà où nous en étions. Concernant la RDA, les choses se sont révélées compliquées, voire complètement crispées, avec Michael Kohl. Cela était notamment dû au fait qu'il rencontrait pour la première fois quelqu'un de l'Ouest qui avait non seulement parlé avec toutes les grandes pointures de Washington – ça, ça aurait encore été – mais qui avait désormais aussi rencontré toutes les grandes pointures de Moscou. Comme Brejnev et Gromyko. Il devait donc être très prudent. Il était très tendu. Il nous aura fallu longtemps avant de pouvoir faire une petite plaisanterie pour la première fois ou de voir apparaître un sourire timide sur son visage. Il savait très bien que, quand il était à Bonn, il devait voir les journalistes au terme des discussions. Ils attendaient en bas. Et lorsque je suis descendu avec lui pour la première fois et qu'il les a vus, il s'est arrêté net: «Est-ce qu'ils peuvent poser toutes les questions qu'ils veulent?» Je lui ai répondu: «Oui, bien sûr!», et j'ai vu la sueur perler sur son front. Il m'a alors dit: «Monsieur Bahr, je dois encore réfléchir un instant.» Et il s'est retiré dans une salle. Il ne pouvait plus demander d'avis, il devait bien réfléchir à ce qu'il pouvait dire ou non. C'était le début. Au cours des deux, trois années qui ont suivi, les choses se sont normalisées. Nous nous connaissions, il a pris confiance, s'est habitué et a commencé à apprécier cette normalisation. C'était aussi l'un de nos paris. Si nous acceptons et reconnaissons la RDA sur la scène internationale, elle sera amenée à se normaliser, s'habituera aux bonnes relations, aux bonnes manières, à la bonne table et... que sais-je... à tout! Cela ne pouvait être que dans notre intérêt. Nous avons alors commencé par les négociations sur l'accord quadripartite, côté allemand. C'était la première fois dans l'histoire d'après-guerre que les quatre puissances ne pouvaient pas trancher seules, sans

les deux États allemands, une importante question relative à l'Allemagne. Nous avons ainsi développé le modèle «4 plus 2» qui, dix-sept ans plus tard, est devenu automatiquement «2 plus 4». Notre intention était de conclure un traité régissant les relations des deux États allemands jusqu'à l'unité. Il devait tenir jusqu'à l'unité. Et d'ailleurs, il a tenu jusqu'à l'unité. Lors des négociations avec les quatre puissances sur Berlin et la liberté de circulation, nous avions prévu un point permettant si, nous devions nous trouver en difficulté, de faire appel aux quatre puissances pour trancher. Cela ne s'est jamais produit, pas une seule fois. En d'autres termes, les négociations – j'en suis convaincu, et je ne suis pas le seul – étaient un succès sans partage, ce qui s'est confirmé quand Kohl est devenu chancelier et que, contrairement à ce qu'il avait toujours dit, il n'a touché à aucun traité, n'en a abrogé aucun, n'en a amendé aucun, mais a poursuivi la même politique. La seule chose qu'il ait faite en plus, c'était d'accorder des crédits déliés à la RDA. Et c'était une bonne chose. Nous, nous n'avions plus osé.